



## Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

---

Communiqué :

Montreuil, le 23 mars 2018,

La FNEC FP FO vient d'être informée de la violence exercée par un groupe d'individus cagoulés contre des étudiants réunis en AG dans un amphithéâtre de l'université de droit de Montpellier.

Elle porte à la connaissance de tous le communiqué commun des organisations syndicales de l'université de Montpellier.

La FNEC FP FO condamne fermement la violence contre des étudiants, des personnels mobilisés pour leurs revendications légitimes. Elle exige que les auteurs de ces agissements soient poursuivis. Elle apporte tout son soutien à son syndicat le SNPREES FO, aux syndicats de l'université de Montpellier, aux personnels, aux étudiants et à leur mobilisation pour l'abrogation de la loi ORE.

Communiqué commun des organisations de l'université de Montpellier : CGT (SNTRS, Université, INRA, FERC), SNPREES-FO, FSU (SNESUP, SNCS), Solidaires (Sud éducation, Sud Recherche EPST, Solidaires étudiant(e)s, CEI :

Les organisations syndicales réunies ce jour ont appris avec consternation l'intervention d'un groupe de nervis cagoulés contre des étudiants occupant un amphithéâtre de l'UFR de droit et science politique, dans le cadre de la mobilisation contre la sélection à l'Université et la réforme du bac, pour le retrait de la loi ORE.

Plusieurs étudiants ont été blessés, des insultes à caractères racistes et homophobes ont été proférées.

Cette violence appelle une condamnation nette et sans appel de la part de toute la communauté universitaire.

Nos organisations demandent à ce que des poursuites soient engagées contre les auteurs, ainsi que leur commanditaire.

Des témoignages attestent que le doyen de l'UFR de Droit était présent aux côtés des individus encagoulés.

Nous demandons à ce que le Président de l'UM, dès aujourd'hui, condamne publiquement ces agissements et engage les poursuites nécessaires.

Nous réaffirmons que nos organisations ne reculeront pas, elles poursuivront jusqu'au bout le combat pour exiger le retrait de la loi ORE, aux côtés des étudiants, dans l'unité, comme c'est le cas depuis maintenant 3 mois. Nous appelons à un rassemblement aujourd'hui à 13h00 devant l'UFR Droit.

Montpellier, le 23 mars 2018.